

Bruxelles, le 8 septembre 2025
(OR. en)

12601/25

COASI 95
ASIE 30
CFSP/PESC 1308
PE 60
WTO 71
COHOM 137
ECOFIN 1142
MACAO 1

NOTE DE TRANSMISSION

Origine:	Pour la secrétaire générale de la Commission européenne, Madame Martine DEPREZ, directrice
Date de réception:	8 septembre 2025
Destinataire:	Madame Thérèse BLANCHET, secrétaire générale du Conseil de l'Union européenne
N° doc. Cion:	JOIN(2025) 18 final
Objet:	RAPPORT CONJOINT AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL RÉGION ADMINISTRATIVE SPÉCIALE DE MACAO: RAPPORT ANNUEL 2024

Les délégations trouveront ci-joint le document JOIN(2025) 18 final.

p.j.: JOIN(2025) 18 final



COMMISSION
EUROPÉENNE

LE HAUT REPRÉSENTANT DE
L'UNION POUR LES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES ET LA
POLITIQUE DE SÉCURITÉ

Bruxelles, le 8.9.2025
JOIN(2025) 18 final

RAPPORT CONJOINT AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL

RÉGION ADMINISTRATIVE SPÉCIALE DE MACAO:

RAPPORT ANNUEL 2024

RAPPORT CONJOINT AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL

RÉGION ADMINISTRATIVE SPÉCIALE DE MACAO:

RAPPORT ANNUEL 2024

Synthèse

Depuis la rétrocession de Macao à la République populaire de Chine en 1999, l'Union européenne et ses États membres ont suivi de près l'évolution de la situation politique et économique dans la région administrative spéciale (RAS) de Macao, soumise au principe «un pays, deux systèmes». L'UE soutient ce principe et sa mise en œuvre conformément à la loi fondamentale, qui vise à garantir que le mode de vie, l'état de droit et la protection des droits et libertés fondamentaux à Macao ne changent pas jusqu'en 2049.

Afin de respecter l'engagement pris en 1999 à l'égard du Parlement européen, la Commission et le haut représentant/vice-président publient un rapport annuel sur l'évolution de la situation à Macao. Au fil des ans, l'accent a été mis sur la mise en œuvre du principe «un pays, deux systèmes» et sur l'autonomie de Macao, comme le prévoit la loi fondamentale de Macao.

Le présent document, qui constitue le 25^e rapport, porte sur l'année 2024. Sur le plan politique, l'année a été caractérisée par la poursuite de l'érosion de l'autonomie et des libertés et droits fondamentaux qui sont censés être protégés jusqu'en 2049 au moins. L'année a été marquée par: i) deux modifications législatives apportées pour appliquer la doctrine des «patriotes à Macao», qui restreignent encore davantage l'espace dévolu aux voix pluralistes à Macao, et ii) la formation du sixième gouvernement de la RAS dirigé par Sam Hou Fai, le premier chef de l'exécutif né sur le continent.

Le PIB de Macao a affiché une croissance de 8,8 % en 2024. Il s'agit de la deuxième année consécutive de croissance, mais l'économie n'a pas encore complètement retrouvé ses niveaux d'avant la pandémie de COVID-19. La croissance économique a été favorisée par l'augmentation du nombre de touristes à Macao et des recettes des jeux qui y sont liées. En 2024, 34,9 millions de personnes se sont rendues à Macao, soit une augmentation de 24 % en glissement annuel, mais ce chiffre reste inférieur aux 39,4 millions de visiteurs enregistrés en 2019. Les touristes proviennent en grande partie de Chine continentale et de Hong Kong.

Pendant l'année, l'UE a été le deuxième partenaire commercial de Macao en ce qui concerne les marchandises, représentant 26,6 % du total des échanges de Macao et affichant un excédent commercial en faveur de l'UE. L'UE a été la quatrième source d'investissements directs étrangers de la RAS (2023, dernières données disponibles).

I. Évolution politique et sociale

L'année a marqué le 25^e anniversaire de la rétrocession de Macao par le Portugal à la République populaire de Chine. La déclaration commune sino-portugaise signée en 1987 dispose que le régime économique et social, ainsi que le mode de vie de Macao ne devraient pas changer pendant au moins 50 ans, en vertu du principe «un pays, deux systèmes». La déclaration énonce également le principe selon lequel «le peuple de Macao administre Macao» et affirme que Macao jouira d'un «haut degré d'autonomie» en tant que RAS.

Modifications législatives appliquant la doctrine des «patriotes à Macao»

Macao a adopté une nouvelle législation visant à appliquer la doctrine politique des «patriotes à Macao», à savoir la «modification de la loi électorale pour l'Assemblée législative de la région administrative spéciale de Macao» et la «modification de la loi n° 4/1999 – Loi sur les serments à l'entrée en fonction». La nouvelle législation restreint encore davantage l'espace dévolu aux voix pluralistes, tant dans la politique que dans la société.

La loi électorale modifiée, adoptée le 11 avril, a introduit des mécanismes de vérification supplémentaires lors des élections de l'Assemblée législative. Le comité de sécurité nationale de Macao peut désormais émettre des «avis juridiquement contraignants» à l'intention de la commission des affaires électorales, qui déterminent si les candidats respectent la loi fondamentale et prêtent allégeance à la région administrative spéciale (RAS) de Macao. La décision n'est pas susceptible de recours juridictionnel.

Le comité de sécurité nationale a été créé en 2018 en vertu de la loi sur la sécurité nationale. Le chef de l'exécutif en assure la présidence, avec le directeur du bureau de liaison de Pékin à Macao, en qualité de conseiller pour les affaires de sécurité nationale, et deux autres membres du bureau de liaison en tant que conseillers techniques pour la sécurité nationale. Le nouvel arrangement confère au gouvernement central une influence directe sur les élections locales de Macao.

La proposition de loi sur le système électoral de l'Assemblée législative fixe sept critères que le comité de sécurité nationale doit prendre en considération lors de l'examen de l'éligibilité d'un candidat. Un candidat dont il a été constaté qu'il ne respectait pas la loi fondamentale de Macao ou qu'il ne prêtait pas allégeance à la RAS de Macao de la République populaire de Chine se verra interdire de se présenter aux élections pendant cinq ans. Inciter d'autres personnes à ne pas voter, voter blanc et rendre son vote nul sont devenus des infractions dans le cadre de cette modification, passibles d'une peine maximale de trois ans d'emprisonnement.

Entre-temps, la «modification de la loi n° 4/1999 – Loi sur les serments à l'entrée en fonction», adoptée le 21 mai, impose aux membres de la commission électorale du chef de l'exécutif de prêter serment, par lequel ils font allégeance à la loi fondamentale de Macao et à la RAS de Macao. La disposition mentionne également que le serment doit être «sincère» et «solennel».

En septembre, le Bureau de l'éducation et de la jeunesse a mis en utilisation des supports pédagogiques destinés à l'éducation à la sécurité nationale, pour tous les niveaux d'enseignement, de la maternelle à l'enseignement supérieur.

Formation du sixième gouvernement de la RAS

En 2023, l'Assemblée législative a adopté la «modification de la loi n° 3/2004 — Loi électorale pour le chef de l'exécutif», qui a introduit, entre autres mesures, une procédure d'enquête de sécurité nationale pour les candidats, visant à garantir l'application de la doctrine des «patriotes à Macao». En vertu des nouvelles règles, l'ancien président de la Court of Final Appeal, Sam Hou Fai, seul candidat, a obtenu, le 13 octobre, 394 des 400 voix de la commission électorale.

Sam est devenu le premier dirigeant de la RAS né sur le continent¹, ce qui suscite des interrogations sur le maintien du principe «le peuple de Macao administre Macao».

Le processus électoral pour l'élection du chef de l'exécutif a débuté par la formation d'une commission électorale composée de 400 membres, dont 344 ont été élus indirectement par des représentants d'entreprises et de groupes sociaux qualifiés. Seules 6 265 personnes sur une population d'environ 686 600 personnes étaient admises à voter. En 2024, seuls deux sous-secteurs ont reçu un nombre de candidatures supérieur à celui des sièges disponibles. Dans le sous-secteur de l'éducation, il y avait ainsi 29 sièges et 31 candidats, tandis que dans celui du travail, il y avait 61 candidats pour 59 sièges. Tous les candidats ont dû se soumettre à un processus de vérification en vertu de la nouvelle loi électorale.

L'élection de la commission électorale du chef de l'exécutif a eu lieu le 11 août, avec un taux de participation de 88 %, proche de celui de 87,2 % enregistré en 2019. Il convient de noter qu'outre les 5 347 votes valables, 18 bulletins étaient des votes blancs et 156 autres ont été déclarés nuls; sur l'un des bulletins, le votant avait écrit «la démocratie est morte».

Le 21 août, le chef de l'exécutif en fonction, Ho Iat Seng, a annoncé sa décision de ne pas briguer un nouveau mandat, pour des raisons de santé. Ho a été le premier dirigeant de Macao à ne pas se représenter à l'expiration de son premier mandat de cinq ans.

Le 28 août, Sam Huo Fai, qui avait démissionné de son poste de président de la Court of Final Appeal le 26 août, a annoncé son intention de se présenter à la plus haute fonction de Macao. Bien que Sam soit né dans la ville continentale voisine de Zhongshan, il a mis l'accent sur son lien avec Macao, où il vit depuis près de 40 ans.

Le 29 août, la période de parrainage de 15 jours a débuté. Alors que 11 personnes avaient demandé des formulaires de parrainage pour l'élection du chef de l'exécutif, seul Sam a franchi le seuil des 66 parrainages. Le 12 septembre, Sam a obtenu 386 parrainages, consolidant ainsi son statut de candidat unique à l'élection². Le 18 septembre, la commission des affaires électorales a confirmé que Sam avait réussi l'enquête de sécurité nationale.

Le 13 octobre, Sam a obtenu 394 voix sur 400, soit le nombre le plus élevé de toutes les élections du chef de l'exécutif de Macao.

Le 25 octobre, le Conseil des affaires de l'État de Pékin a décidé de nommer Sam en qualité de sixième chef de l'exécutif de la RAS de Macao. Entre le 31 octobre et le 2 novembre, Sam s'est rendu à Pékin pour sa nomination par le gouvernement central. Le 1^{er} novembre, il a rencontré le président chinois Xi Jinping et le Premier ministre Li Qiang.

Le 30 novembre, après la nomination du nouveau chef de l'exécutif, le gouvernement central a nommé les hauts responsables du gouvernement. Parmi les cinq principaux secrétaires, deux faisaient partie de l'administration précédente, à savoir le secrétaire à l'administration et à la justice et le secrétaire à la sécurité.

¹ Sam est né en 1962 à Zhongshan, en République populaire de Chine. Il a déménagé à Macao en 1986. Il a été nommé président de la Court of Final Appeal (cour suprême) en 1999, fonction qu'il a occupée jusqu'en décembre 2024.

² Il y a toujours eu un seul candidat en lice pour l'élection du chef de l'exécutif, à l'exception de la première, en 1999.

Le 13 décembre, le nouveau chef de l'exécutif a annoncé la composition de son conseil exécutif, qui comprend une personne de Macao d'ascendance portugaise.

Le 20 décembre, le président chinois Xi Jinping s'est rendu à Macao pour la prestation de serment du nouveau chef de l'exécutif et des principaux responsables de la RAS, parallèlement aux célébrations organisées à l'occasion du 25^e anniversaire de la rétrocession de Macao par le Portugal à la République populaire de Chine. Le chef du bureau de l'UE, ainsi que d'autres chefs de mission/consuls généraux de l'UE, ont été invités et ont assisté à cet événement. Le président Xi a mis en avant les avantages du principe «un pays, deux systèmes», la nécessité d'une diversification de l'économie, le développement de la région de la Grande baie Guangdong-Hong Kong-Macao (et l'importance du district économique spécial de Hengqin) et a souligné le rôle unique que joue Macao dans le développement de la coopération et des échanges entre la Chine et les pays lusophones, ainsi que dans le cadre de l'initiative «une ceinture, une route».

Le 24 décembre, le nouveau chef de l'exécutif s'est rendu à Guangzhou, à la tête d'une délégation de trois fonctionnaires, pour y rencontrer les dirigeants provinciaux du Guangdong, dans le but déclaré de renforcer la coopération entre Macao et la province continentale voisine.

Droits, libertés et égalité des chances

La réunion du groupe de travail sur l'examen périodique universel du Conseil national des droits de l'homme des Nations unies concernant la Chine, qui englobe Macao, s'est tenue le 23 janvier. Avant la réunion, les États-Unis et la Russie avaient présenté des observations relatives à Macao, portant sur l'adoption par Macao des recommandations formulées par les mécanismes des Nations unies depuis le dernier examen périodique universel.

Le 31 mai, le Conseil des droits de l'homme a publié le point de vue de la Chine sur les conclusions et les recommandations. Alors que trois pays avaient formulé trois recommandations en matière de droits de l'homme concernant Macao, la Chine a accepté celle de l'Érythrée, qui appelait à continuer à «promouvoir et à préserver les droits» des résidents de Macao conformément à toutes les lois locales pertinentes. Pékin a déclaré que la recommandation du Burundi visant à aider Macao à «prendre des mesures plus efficaces pour le bien-être des résidents dans les domaines du logement, de l'emploi et de la santé» avait été «acceptée et mise en œuvre». La Chine a «rejeté» la recommandation des États-Unis visant à «mettre fin aux mesures de répression à l'encontre des femmes, des personnes LGBTQI +, des travailleurs journaliers et des travailleurs migrants», au motif qu'elle serait «fondée sur de fausses informations».

Le 5 août, le Bureau des affaires juridiques a invité «tous les secteurs de la société et les organisations sociales» à soumettre des contributions, au moment où la Chine se préparait pour le processus de suivi des Nations unies relatif à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. L'examen couvrira la période comprise entre le 1^{er} janvier 2017 et le 31 décembre 2023. Les médias locaux ont fait observer que ce serait probablement la première fois que le gouvernement demande à la société de Macao de contribuer au processus de révision d'un traité international.

En ce qui concerne les droits des travailleurs, l'Assemblée législative a adopté, le 12 avril, la loi sur les syndicats proposée par le gouvernement³. Il est ainsi possible d'introduire des demandes d'enregistrement d'un syndicat en vertu de la loi depuis le 1^{er} janvier 2025. Deux députés, qui se sont abstenus lors du vote, ont fait valoir que le projet de loi ne protégeait pas les droits de négociation collective et ne reprenait pas intégralement les droits consacrés par l'article 27 de la loi fondamentale de Macao⁴.

La loi sur les syndicats dispose que les groupes qui souhaitent adhérer à des organisations en dehors de Macao doivent recevoir l'approbation de leurs membres et du chef de l'exécutif. La loi interdit en outre aux membres d'un corps législatif ou d'un gouvernement étranger ou à des personnes condamnées à des peines de prison de plus de trois ans pour des infractions liées à la sécurité nationale d'occuper des postes de direction au sein de syndicats⁵.

La **liberté de réunion** a continué d'être sous pression. Il n'y a pas eu de commémoration publique du 35^e anniversaire de la répression de Tiananmen en 1989, pour la quatrième année consécutive. Entre-temps, l'un des anciens organisateurs de la veillée, ancien député pro-démocratie, a révélé le 29 juin que l'hebdomadaire de Macao «Jornal Son Pou» avait mis fin à la chronique qu'il y écrivait, pour des «raisons politiques particulières».

La **liberté de la presse et la liberté d'expression** sont demeurées sous pression. Le 7 novembre, l'association des journalistes de Macao a publié une déclaration appelant le gouvernement à lever les restrictions inutiles en matière d'information. La déclaration soulignait que le gouvernement avait «empêché un grand nombre de médias de couvrir des événements» en réservant les invitations à des médias sélectionnés. L'association a également indiqué que des médias avaient été «invités à retirer des articles, en raison de pressions politiques, dans plusieurs affaires récentes».

Les autorités ont continué d'utiliser les règles en matière d'immigration pour empêcher les personnes qu'elles considèrent ne pas être bien disposées à leur égard d'entrer sur le territoire. Le 15 juin, les autorités de Macao ont ainsi refusé l'entrée dans la RAS à un formateur en journalisme invité par l'Association des journalistes de Macao, pour des «raisons de sécurité publique».

La **possibilité de promouvoir les droits des personnes LGBTQI + est restée limitée**. Le 22 janvier, le Bureau des affaires culturelles a annulé un spectacle interactif mettant en scène des drag queens lors du 22^e Fringe Festival. Trois jours plus tard, le Bureau a expliqué que la décision d'annuler le spectacle était due à des divergences entre les numéros présentés et les informations reçues. Le même spectacle a été présenté dans le cadre d'un festival de théâtre dans la ville continentale voisine de Shenzhen.

Deux groupes de la société civile ont réussi à organiser des activités communautaires au cours du «mois des fiertés» en juin.

³ Depuis la rétrocession en 1999, le corps législatif a rejeté à 12 reprises une proposition législative de loi sur les syndicats.

⁴ L'article 27 de la loi fondamentale de Macao dispose que les résidents de Macao jouissent de la liberté d'expression, de presse et de publication; de la liberté d'association, de réunion, de défilé et de manifestation; et du droit et de la liberté de constituer des syndicats, d'y adhérer et de faire grève.

⁵ Les personnes condamnées pour des infractions liées à la sécurité nationale pourraient recouvrer le droit d'assumer de telles fonctions conformément aux dispositions pertinentes de la loi sur la sécurité nationale.

Le 7 juillet, un rapport d'étude local a révélé que les membres de la communauté LGBTQI + étaient victimes de discriminations lorsqu'ils voulaient consulter un médecin.

II. Développement économique

Le **PIB de Macao a augmenté** de 8,8 % en glissement annuel en 2024, pour atteindre 384,1 milliards de MOP (45,4 milliards d'EUR). Cette augmentation fait suite à une croissance du PIB de 75,1 % en 2023, favorisée par la levée des sévères restrictions liées à la pandémie de COVID-19 et par une reprise des recettes tirées du tourisme et des jeux. Toutefois, en 2024, l'économie de Macao n'avait pas encore entièrement retrouvé ses niveaux d'avant la pandémie et le PIB (chaîné) était encore inférieur de 13,6 % à celui de 2019.

En mai 2024, le **Fonds monétaire international (FMI)** a publié son rapport sur les consultations au titre de l'article IV pour Macao⁶. Le FMI prévoyait pour Macao une croissance du PIB de 13,9 % en 2024, de 9,6 % en 2025, de 4,4 % en 2026 et de 3 % pour les trois années suivantes. Les risques pesant sur la croissance sont liés à une croissance plus faible que prévu en Chine continentale, à des taux d'intérêt plus élevés à long terme dans les grandes économies et à une intensification des phénomènes climatiques extrêmes. En revanche, l'intégration dans la région de la Grande baie et une diversification économique réussie soutiendraient l'économie, selon le FMI.

En 2024, la croissance économique a été favorisée par une **augmentation du nombre de touristes**. Au total, 34,9 millions de personnes se sont rendues à Macao au cours de l'année, dont 70,1 % en provenance de Chine continentale et 20,6 % de Hong Kong. Il s'agit d'une augmentation de 23,8 % en glissement annuel, mais qui reste inférieure de 11,4 % aux niveaux de 2019 (avant la pandémie de COVID-19), où 39,4 millions de personnes avaient visité Macao. Le taux moyen d'occupation des hôtels était de 86,5 % en 2024, en diminution par rapport aux 90,8 % de 2019, mais en augmentation par rapport aux 81,2 % de 2023 et aux 38,5 % de 2022.

Les **jeux et les industries connexes** sont les principaux contributeurs à l'économie de Macao, en grande partie grâce aux touristes. En 2024, les recettes des jeux ont poursuivi leur reprise et ont atteint 227,4 milliards de MOP (26,9 milliards d'EUR), soit une augmentation de 23,8 % en glissement annuel. Elles étaient cependant toujours inférieures de 22,5 % aux 293,3 milliards de MOP (34,7 milliards d'EUR) générés avant la pandémie (2019).

Le **taux de chômage** est tombé à 1,8 % en 2024, contre 2,7 % en 2023 et 3,7 % en 2022, et est revenu aux niveaux d'avant la pandémie (1,7 % en 2019).

L'inflation est restée faible durant l'année, avec une augmentation moyenne de l'indice composite des prix à la consommation de 0,7 %.

En 2024, le gouvernement a enregistré un **excédent budgétaire** de 31,0 milliards de MOP (3,7 milliards d'EUR), après un excédent de 29,0 milliards de MOP (3,4 milliards d'EUR) en 2023. Les réserves budgétaires s'élevaient à 616 milliards de MOP (72,9 milliards d'EUR) à la fin du mois de décembre, soit une augmentation de 6,2 % en glissement annuel et de 6,4 %

⁶ Fonds monétaire international, People's Republic of China – Macao Special Administrative Region 2024 Article IV Consultation Discussions, Staff Report (uniquement disponible en anglais) (mai 2024): <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2024/05/29/Peoples-Republic-of-China-Macao-Special-Administrative-Region-2024-Article-IV-Consultation-549654>.

par rapport à avant la pandémie (579 milliards de MOP). Les réserves sont suffisantes pour couvrir 6,5 années de dépenses publiques.

En 2023 (institut de statistiques de Macao, dernières données disponibles), les investissements directs étrangers (IDE) à Macao avaient atteint 383 milliards de MOP (45,3 milliards d'EUR), soit une augmentation de 4,2 % en glissement annuel. Hong Kong et la Chine continentale étaient les principales sources d'IDE.

Politique économique

Le chef de l'exécutif, Sam Hou Fai, a annoncé les **priorités économiques** de la nouvelle administration, à savoir promouvoir la diversification économique de Macao, améliorer le bien-être de la population (notamment la sécurité sociale, les soins de santé, les soins aux personnes âgées et le réaménagement urbain), poursuivre le développement de Macao en tant que lien entre la Chine continentale et les pays lusophones, poursuivre l'intégration avec la Chine continentale et participer au développement économique de la Chine continentale, et améliorer la gouvernance.

Dans le **secteur des jeux**, les concessionnaires de casinos sont tenus d'investir dans des activités non liées au jeu, dans le but de favoriser la diversification économique de Macao. Des modifications réglementaires ont été apportées au cours de l'année en ce qui concerne les jeux. En avril, un nouveau régime juridique (loi n° 7/2024)⁷ pour l'octroi de crédits de casino pour les jeux de hasard a été adopté. Il confère aux concessionnaires de casinos le pouvoir exclusif d'accorder des lignes de crédit directement aux clients. Le rôle et l'influence des promoteurs de jeux s'en trouvent limités. Ces promoteurs jouaient auparavant un rôle important en attirant les joueurs de haut niveau et leur fournissaient des crédits de casino. Ils ne peuvent désormais plus agir qu'en tant que mandataires des concessionnaires. En octobre, la loi n° 20/2024⁸ a été introduite pour lutter contre les délits liés aux jeux clandestins, augmenter les amendes et les sanctions pour les infractions liées au jeu et ériger en infractions pénales les prêts illégaux et les échanges de devises liés aux jeux d'argent et de hasard, ainsi que l'exploitation non autorisée de jeux en ligne.

La **stratégie de diversification économique** de Macao s'est poursuivie, en vue de développer les secteurs «1 + 4». Le secteur 1 correspond au tourisme et aux loisirs, et le secteur 4 aux autres activités suivantes: les soins de santé, et tout particulièrement la médecine traditionnelle chinoise; les services financiers; les nouvelles technologies; et les conférences et expositions, le commerce, la culture et le sport. L'un des principaux objectifs est de diversifier l'économie locale en augmentant la part des secteurs autres que le jeu à 60 % du PIB. Selon le FMI (rapport au titre de l'article IV, mai 2024), la prédominance du secteur des jeux est source de vulnérabilité et souligne la nécessité de diversifier l'économie, notamment en améliorant l'efficacité et l'affectation des ressources, en encourageant la R&D et l'innovation, en assurant le perfectionnement et la reconversion de la main-d'œuvre, et en rationalisant la réglementation du travail et des entreprises. Le FMI a également appelé à prendre en compte les retombées négatives potentielles, les distorsions des échanges commerciaux et les risques pour la gouvernance qui pourraient résulter des politiques de diversification.

⁷ Journal officiel, gouvernement de la région administrative spéciale de Macao, <https://bo.io.gov.mo/bo/i/2024/17/lei07.asp>.

⁸Journal officiel, gouvernement de la région administrative spéciale de Macao <https://bo.io.gov.mo/bo/i/2024/44/lei20.asp>

Selon les professionnels du secteur, **l'absence d'un réservoir de talents diversifié** à Macao demeure un obstacle à la diversification économique. Seules 470 personnes ont été ajoutées aux listes de talents en 2024, dans le cadre de trois programmes de recrutement de talents lancés récemment.

Parmi les initiatives visant à soutenir les **nouvelles technologies et l'innovation** figurent des mesures d'incitation fiscales, le financement de la R&D et la coopération avec Hengqin et la région de la Grande baie⁹. 33 entreprises ont été certifiées dans le cadre du programme de certification des entreprises technologiques de Macao (en octobre 2024); elles emploient 1 300 personnes, selon des sources gouvernementales. En mars, un nouveau régime pour l'installation et l'exploitation de centres de données a été adopté¹⁰.

En ce qui concerne les **conventions et expositions**, 1 011 événements MICE («réunions, mesures d'incitation, conférences et expositions») ont eu lieu à Macao au cours des trois premiers trimestres de 2024 (soit une augmentation de 29,8 % en glissement annuel, pour atteindre pratiquement le niveau de 2019).

En ce qui concerne la **santé**, le Macao Union Hospital a commencé à fonctionner en septembre, à l'appui du développement du tourisme médical, du bien-être et des soins de santé à Macao. La promotion de la médecine chinoise inclut le Traditional Chinese Medicine Science and Technology Industrial Park of Cooperation Between Guangdong and Macao, à Hengqin. Selon le gouvernement, 24 produits de médecine traditionnelle chinoise avaient été déposés/enregistrés dans des pays lusophones en 2024.

En ce qui concerne les **services financiers**, les autorités cherchent à mettre en place un marché obligataire local (incluant des obligations vertes et des cotations d'obligations par des institutions et des entreprises du continent), des activités de gestion du patrimoine et de location financière, des banques d'investissement et des systèmes de règlements internationaux en yuan chinois. Les travaux de révision du cadre réglementaire du secteur financier se sont poursuivis au cours de l'année. En juillet, la loi sur les activités d'intermédiaire d'assurance a été adoptée (entrée en vigueur le 1^{er} août 2025); elle modifie le système d'agrément, les normes opérationnelles et le cadre de surveillance dans le secteur de l'assurance. En novembre, une nouvelle loi sur les fonds d'investissement a été soumise à l'Assemblée législative, afin de moderniser le régime réglementaire des fonds et de promouvoir le secteur de la gestion des fonds. Le gouvernement a également continué à étudier la mise en place d'une pataca numérique pour Macao (e-MOP). En septembre 2024, la valeur de l'encours des obligations émises ou cotées à Macao atteignait 740 milliards de MOP (87,5 milliards d'EUR) et un total de 102 établissements financiers étaient autorisés à exercer leurs activités à Macao.

Selon le FMI (rapport au titre de l'article IV, mai 2024), les initiatives visant à moderniser et à renforcer le système financier devraient aller de pair avec des efforts visant à gérer les risques y afférents. Le FMI a préconisé de prendre des mesures pour renforcer la solidité du système financier et gérer les risques (notamment en augmentant le provisionnement des banques, en collectant des données plus détaillées sur les prêts non productifs et le crédit interbancaire, en améliorant les cadres d'insolvabilité, de résolution de la dette et de restructuration, et en

⁹ Review of the Government's Work in the Fiscal Year 2024, Government of the Macao Special Administrative Region (MSAR), novembre 2024.

<https://www.gov.mo/en/wp-content/uploads/sites/2/2024/12/2024Review.pdf>

¹⁰ Journal officiel, gouvernement de la région administrative spéciale de Macao, <https://bo.io.gov.mo/bo/i/2024/13/regadm13.asp>.

surveillant les risques liés aux emprunteurs de Chine continentale, la position de liquidité des banques détenant d'importants engagements à l'étranger et le secteur financier non bancaire). Le FMI a noté que Macao disposait d'une marge de manœuvre budgétaire importante et a appelé à ralentir le rythme de l'assainissement budgétaire. Il a identifié les principales priorités de la politique budgétaire, à savoir l'augmentation des dépenses en capital humain et physique, le développement de secteurs autres que les jeux, une croissance plus durable et le rééquilibrage extérieur.

En ce qui concerne les **politiques environnementales**, le nombre de véhicules électriques à Macao est passé à 10 978 en septembre (contre 1 339 en 2020), une extension du centre principal d'incinération des déchets de Macao a été achevée et des travaux ont été réalisés pour réduire les inondations. Le Macao International Environmental Cooperation Forum & Exhibition (MIECF) a eu lieu en mars.

Le gouvernement a continué d'octroyer des **aides financières aux résidents**, notamment sous forme de prestations en espèces au titre du régime de partage des richesses, de bons pour des soins de santé, de subventions pour les factures d'électricité et les droits d'inscription, ainsi que d'allocations de vieillesse et d'invalidité.

Des travaux d'infrastructure ont été réalisés au cours de l'année, portant notamment sur des infrastructures de transport, l'expansion en cours de l'aéroport international de Macao et des immeubles destinés des logements, des administrations et des établissements d'enseignement.

Intégration économique avec la Chine continentale

Macao se positionne comme une plateforme et un lien entre la Chine continentale et les pays lusophones (notamment pour le tourisme, les affaires et les services financiers). En avril, la sixième conférence ministérielle du Forum pour la coopération économique et commerciale entre la Chine et les pays lusophones s'est tenue à Macao [un «plan stratégique de coopération économique et commerciale (2024-2027)» a été signé]. Le centre technologique Chine-pays lusophones a ouvert ses portes au cours de l'année.

L'économie de Macao est fortement tributaire des visiteurs de Chine continentale qui se rendent dans la RAS pour le tourisme et les jeux. La Chine continentale est également le premier partenaire commercial de Macao en ce qui concerne les marchandises, représentant 28,3 % du total en 2024, et était la deuxième source d'investissements directs étrangers en 2023 (dernières données disponibles).

Macao poursuit son intégration économique avec le continent, notamment par le biais de la région de la Grande baie Guangdong-Hong Kong-Macao et de la zone de coopération intensive Guangdong-Macao à Hengqin.

La **zone de coopération intensive Guangdong-Macao** est un territoire d'environ 100 kilomètres carrés (près de trois fois la taille de Macao) situé à Hengqin, adjacent à Macao, dans la province du Guangdong, en Chine continentale, et est administrée conjointement par Guangdong et Macao. Elle offre des terrains supplémentaires pour poursuivre la diversification et l'intégration économiques de Macao avec la Chine continentale. Les industries développées dans la zone sont actives dans les domaines de l'innovation et les technologies, les soins de santé et la médecine traditionnelle chinoise, les services financiers et les MICE. Selon le gouvernement de Macao, le PIB de Hengqin s'élevait à 37,3 milliards de CNY (4,9 milliards

d'EUR), 16 539 résidents de Macao vivaient à Hengqin et 6 461 entreprises de Macao étaient installées dans la zone (en septembre 2024).

En mars, un nouveau régime douanier est entré en vigueur, en vertu duquel les marchandises entrant dans la zone de coopération de Hengqin en provenance de Macao sont exonérées des taxes de Chine continentale¹¹. Les marchandises en provenance de la RAS bénéficient ainsi d'un accès préférentiel à Hengqin (les taxes de la Chine continentale s'appliquent si les marchandises quittent ensuite Hengqin pour entrer dans d'autres parties de la Chine continentale). En décembre, un protocole d'accord a été signé pour la construction, par l'aéroport international de Macao, d'une installation de fret aérien à Hengqin. Les initiatives visant à faciliter davantage l'intégration ont notamment consisté à encourager les flux de personnes, à simplifier le dédouanement, à faciliter les paiements électroniques et les paiements en deux devises à Hengqin, et à aider les résidents de Macao à vivre et à travailler à Hengqin [par exemple, un projet résidentiel (2023) et une école pour les enfants de Macao (2024) ont été inaugurés à Hengqin et les bons pour des soins de santé délivrés à Macao ont été étendus à la zone].

Le **programme transfrontalier de gestion de patrimoine** de la région de la Grande baie de Guangdong-Hong Kong-Macao (lancé en 2021 pour permettre aux résidents de Chine continentale, de Hong Kong et de Macao éligibles d'investir dans des produits de gestion de patrimoine proposés par des banques sur leurs marchés respectifs) a été modifié au cours de l'année. Les modifications consistent notamment en un affinement des critères d'éligibilité pour les investisseurs continentaux, l'élargissement de la variété d'institutions participantes (pour y inclure les sociétés de valeurs mobilières éligibles) et de produits éligibles, l'augmentation du quota d'investisseurs individuels et l'amélioration des modalités de promotion et de vente.

Le deuxième accord sur les modifications à apporter à l'**accord instaurant un partenariat économique plus étroit sur le commerce des services entre la Chine continentale et Macao** a été signé en octobre. Cet accord introduit des mesures de libéralisation supplémentaires dans plusieurs secteurs de services et vise à aider les prestataires de services de Macao à s'installer et à faire des affaires sur le continent ainsi qu'à acquérir des qualifications professionnelles pour exercer sur le continent. L'accord assouplit en outre les règles à remplir par les entreprises étrangères, y compris celles de l'Union européenne, établies à Macao pour être prestataires de services et bénéficier de l'accord instaurant un partenariat économique plus étroit.

III. Relations entre Macao et la Chine continentale

Le président chinois Xi Jinping s'est rendu à Macao du 18 au 20 décembre à l'occasion du 25^e anniversaire de la rétrocession. Il s'agissait de sa première visite à Macao depuis 2019. Xi Jinping a dirigé la cérémonie d'inauguration du sixième gouvernement de Macao et a fait prêter serment au chef de l'exécutif Sam Hou Fai.

Le 20 décembre, Xi a défini quatre priorités pour la nouvelle administration: œuvrer à un développement économique approprié et diversifié; améliorer la capacité de gouvernance; étendre les réseaux internationaux; et promouvoir l'harmonie sociale et la stabilité, y compris sauvegarder la sécurité nationale.

¹¹ Communiqué de presse du gouvernement de la région administrative spéciale de Macao
<https://www.gov.mo/en/news/321684/>.

En outre, Xi a déclaré que les projets menés dans la zone de coopération de Hengqin à Zhuhai ne devaient pas être incompatibles avec les objectifs politiques de Pékin. Il a souligné que «le gouvernement central a décidé de développer Hengqin afin de favoriser le développement suffisamment diversifié de l'économie de Macao et de faciliter la vie et l'emploi de ses résidents».

Avant la visite de Xi et l'anniversaire, au moins deux personnes de Macao résidant à l'étranger ont déclaré aux médias qu'elles avaient été contactées par des responsables de la sécurité du continent par le biais de messages textuels. Un militant de Macao résidant actuellement au Royaume-Uni a révélé qu'il avait été pressé de «ne pas publier de voix discordantes dans les médias et les plateformes de médias sociaux». Un journaliste pro-démocratie résidant actuellement à Taïwan a reçu un avertissement similaire.

Le 3^e plénum du XX^e comité central du Parti communiste chinois (PCC), qui a défini l'orientation du développement économique, s'est achevée le 18 juillet. La section de la décision du 3^e plénum consacrée à la «poursuite d'une ouverture de haut niveau» indiquait qu'«en exploitant les forces institutionnelles de la doctrine “un pays, deux systèmes” [...] nous (le parti) aiderons Hong Kong et Macao à devenir des pôles internationaux pour les talents de haut niveau et nous améliorerons les mécanismes pour que les deux régions jouent un rôle plus important dans l'ouverture de la Chine au monde extérieur. Nous encouragerons la coopération entre Guangdong, Hong Kong et Macao dans la région de la Grande baie, en favorisant un alignement plus étroit des règles et des mécanismes».

À la demande du gouvernement de Macao, Shen Chunyao, le vice-président de la commission de la constitution et du droit du Congrès national du peuple, et Wang Wentao, secrétaire du groupe de direction du PCC et ministre du commerce, se sont rendus à Macao du 27 au 28 août pour expliquer les implications de la décision du 3^e plénum pour la RAS. Les deux responsables ont tenu des séances à huis clos avec quelque 380 fonctionnaires du gouvernement central et dirigeants d'entreprises publiques établies dans la ville. Une autre séance, réunissant environ 500 représentants des secteurs des affaires, des professions libérales, de l'éducation, des médias et de la jeunesse, a été organisée.

Le directeur du Bureau des affaires de Hong Kong et de Macao, Xia Baolong, s'est rendu à Macao du 13 au 19 mai. Au cours de cette visite de sept jours, Xia a participé à plus de 40 réunions et événements. Parmi les participants figuraient des responsables du gouvernement, des membres du pouvoir judiciaire et du pouvoir législatif, des membres locaux du Congrès national du peuple et de la Conférence consultative politique populaire chinoise. Xia s'est concentré sur les secteurs de la médecine, des technologies, de l'éducation et de la jeunesse.

Le 15 avril a marqué la Journée de l'éducation à la sécurité nationale et le 10^e anniversaire du concept de l'«approche globale de la sécurité nationale», proposé par le président Xi Jinping. Le directeur du bureau de liaison du gouvernement central à Macao, Zheng Xincong, a réaffirmé qu'en ce qui concerne la sauvegarde de la sécurité nationale, «il n'est question que de la responsabilité d'«un pays», sans la distinction de “deux systèmes”».

Le 25 décembre, les membres du sixième Comité de la loi fondamentale de la région administrative spéciale de Macao du Comité permanent du Congrès national du peuple ont été nommés. Sous la direction de Shen Chunyao, le comité composé de dix membres, dont cinq sont originaires du continent et cinq de Macao, exercera un mandat de cinq ans.

IV. Relations bilatérales et coopération UE-Macao en 2024

L'accord commercial et de coopération entre la Communauté économique européenne et Macao de 1992 visait à renforcer les relations entre l'UE et Macao. L'accord porte sur la coopération commerciale, économique, scientifique et technologique.

Le comité mixte UE-Macao est une plateforme de dialogue entre Macao et l'UE dans un certain nombre de domaines. La dernière **réunion du comité mixte** a eu lieu en 2019.

Le bureau de l'Union européenne a organisé une célébration de la Journée de l'Europe en 2024, la première depuis la levée des restrictions de déplacement liées à la COVID-19. L'actuel chef de bureau du bureau de l'Union européenne à Hong Kong et Macao a pris ses fonctions en septembre 2024 et a rencontré des responsables de Macao (dont le chef de l'exécutif) et des parties prenantes du monde des affaires et de la société civile.

En 2024, **l'UE était le deuxième partenaire commercial de Macao en ce qui concerne les marchandises**, représentant 26,6 % du commerce total de Macao (contre 28,3 % pour la Chine continentale, qui est le principal partenaire commercial de Macao).

D'après les données d'Eurostat, en 2024, **le commerce bilatéral de marchandises entre l'UE et Macao** représentait 1 037 millions d'EUR et consistait principalement en exportations de l'UE vers Macao (954 millions d'EUR). Les principales exportations de l'UE vers Macao étaient des vêtements, des bijoux, de la maroquinerie et des produits de luxe.

L'UE était la quatrième source d'investissements directs étrangers (IDE) de Macao en 2023 (à l'exclusion des centres offshore), après Hong Kong, la Chine continentale et les États-Unis. Selon les statistiques officielles de Macao, l'UE représentait 5,5 % de l'ensemble des IDE en 2023 (à l'exclusion des centres offshore). Selon Eurostat, les IDE de l'UE à Macao représentaient 1,46 milliard d'EUR à la fin de 2023 (dernières données disponibles), tandis que les IDE de Macao dans l'UE s'élevaient à 984 millions d'EUR.

Au début de l'année, jusqu'en mai 2024, le projet de mécanisme de soutien au dialogue politique entre l'UE, Hong Kong et Macao a offert une plateforme de discussion sur des sujets tels que la durabilité. Le nouveau mécanisme de dialogue politique et de diplomatie publique pour Hong Kong et Macao a été lancé en décembre 2024. Ce projet, d'une durée de trois ans, favorise le dialogue continu du bureau de l'UE avec ses principaux homologues à Macao sur des sujets stratégiques d'intérêt mutuel, principalement dans le cadre d'événements conjoints, de la préparation d'études et de la production de matériel de visibilité.